

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Date création | | Version finale | *Numéro version* |
| 20161010 | |  | **1.0** |
| Guide technique | *Acronyme* | | |
|  | ARRETE DECI | | |



Modèle arrêté communal

ou intercommunal de défense extérieure contre l’incendie

**DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L’INCENDIE**

Le maire (le président),

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2213-32, L2225-1 à 4, L5211-9-2 et R2225-1 à 10 ;

Vu l’article R417-11 8° du code de la route ;

Vu l’instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu l’arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l’incendie ;

Vu l’arrêté préfectoral du 15 février 2013, arrêtant le schéma départemental d’analyse et de couverture des risques du département du Pas-de-Calais ;

Vu l’arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 portant règlement départemental de la défense extérieure contre l’incendie ;

Vu les normes :

* NF S 62-200 : conditions d’installation et de réception des bouches et poteaux d’incendie ;
* NF EN 14339 (indice de classement S62-211) relative aux bouches d’incendie ;
* NF EN 14384 (indice de classement S62-213) relative aux poteaux d’incendie ;
* NF 61-240 relative aux dispositifs d’aspiration pour la défense extérieure contre l’incendie ;
* NF 61-221 relative à la signalisation des points d’eau incendie ;

Vu le schéma communal ou intercommunal de défense extérieure contre l’incendie validé par le SDIS en date du ….

Considérant la nécessité d’identifier les risques à prendre en compte,

Considérant qu’il a lieu de fixer, en fonction de ces risques, la quantité d’eau, la qualité et l’implantation des points d’eau incendie identifiés pour l’alimentation des moyens des services d’incendie et de secours, ainsi que leurs ressources,

Considérant que la base de données des points d’eau incendies, tenue à jour par le service départemental d’incendie et de secours du Pas-de-Calais, est actualisé conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l’incendie, notamment aux procédures d’échanges d’informations entre partenaire de la défense extérieure contre l’incendie,

Considérant l’obligation de transmettre le dispositif de contrôle des points d’eau incendie,

Considérant la périodicité de mise à jour de cet arrêté.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 – GÉNÉRALITES**

La défense extérieure contre l’incendie (D.E.C.I.) a pour objet d’assurer, au regard des risques à défendre, l’alimentation en eau des moyens du service départemental d’incendie et de secours du Pas-de-Calais par l’intermédiaire des points d’eau incendie identifiés à cette fin.

**ARTICLE 2 – DEFINITION DU TERRITOIRE DE COMPETENCE**

Le présent arrêté est applicable sur la commune de ………………….. ou sur le territoire de …………………………………… l'intercommunalité de : ……………………………………………………………. (communes à lister)

*Nb : toute modification du territoire de compétence nécessite la mise à jour de cet arrêté.*

**ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DES RISQUES PARTICULIERS**

Conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l’incendie chapitre 7.1.3, le présent arrêté a pour objet d'identifier les risques particuliers à prendre en compte à l'échelle macroscopique du territoire et les besoins en eau pour y répondre.

Les établissements recevant du public, les installations classées pour la protection de l'environnement, défendus par des points d’eau incendie publics, doivent être intégré dans l’identification des risques.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Articles L132-1 et L133-21 du code de l’environnement | Espaces naturels (DFCI) | OUI / NON |
| Articles L515-15 du code de l’environnement | Plan de prévention approuvé des risques technologiques | OUI / NON |
| Article L562-1 du code de l’environnement | Plan de prévention approuvé des risques naturels | OUI / NON |
| Articles L511-1 du code de la construction et de l’habitation | Sites ou établissements spécifiques (ERP) | OUI / NON |
| Articles L511-1 et L512-2 du code de l’environnement | Installations classées pour la protection de l’environnement | OUI / NON |

**ARTICLE 4 -PRISE EN COMPTE DES RISQUES COURANTS ET PARTICULIERS**

**Cet article vise à identifier l’état de réalisation du schéma communal (non réalisé, partiellement réalisé ou totalement réalisé) ainsi que sa capacité à répondre à l’ensemble des risques existants à la date de l’arrêté**

**ARTICLE 5 – AGGRAVATION DES RISQUES**

L’apparition de nouveaux risques (création de lotissement, implantation d’ERP, …) sur le territoire nécessite la prise d’un nouvel arrêté de défense extérieure contre l’incendie.

**ARTICLE 6 – QUANTITE D’EAU DE REFERENCE MINIMALE**

Le règlement départemental de défense extérieure contre l’incendie détermine, dans les dispositions générales, une quantité d’eau de référence en fonction du type de risque.

Le cas général se décline selon le tableau suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Risque** | **Catégorie** | **Ressource en eau minimale** |
| **Courant** | ***Très faible*** | **Aucune D.E.C.I. sur avis du S.D.I.S. et argumentation du pétitionnaire** |
| ***Faible*** | 30 m3 utilisable en 1 heure |
| ***Ordinaire*** | 120 m3 utilisable en 2 heures |
| ***Important*** | >120 m3 et <720 m3 utilisable en 2 heures |
| **Particulier** | **Analyse particulière du S.D.I.S.**  **En référence à l’instruction technique D9**  **ou arrêtés type ICPE** | |

**ARTICLE 7 - L’ETAT DES POINTS D’EAU INCENDIE**

L'état des points d'eau incendie, à la date de signature du présent arrêté, figure dans le tableau de l’annexe 1.

En fonction des risques, le présent arrêté fixe :

• la quantité ;

• la qualité (le type de point d’eau : poteau d’incendie, réservoir…) ;

• l’implantation ;

Des P.E.I. identifiés pour l’alimentation en eau des moyens des services d’incendie et des secours, ainsi que leurs ressources.

**ARTICLE 8 DISPOSITIONS SPECIFIQUES ASSOCIEES AUX PEI**

La mise en œuvre des P.E.I. est subordonnée aux caractéristiques techniques particulières ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| Château(x) d’eau  Ou autres réservoirs | * Nombre : * Capacité : * Débit de réalimentation : |
| Surpresseur(s) | * Nombre : * Sécurisation de l’alimentation électrique : |
| Particularité(s) |  |

**ARTICLE 9– ORGANISATION DE L'INFORMATION DU SDIS ENTRE L’AUTORITE DE POLICE ET LE SERVICE PUBLIC**

*A définir par le maire ou le président de l’E.P.C.I.*

*- Décrire comment vous organisez l'information du SDIS par l'autorité de police et/ou la personne en charge du service public relativement aux créations, déplacements, suppressions, indisponibilités et résultats des contrôles techniques des points d’eau incendie.*

*- Déterminer l'adresse électronique de l'autorité de police et/ou de la personne en charge du service public permettant l'échange des informations avec le SDIS et description de l'organisation de l'information du SDIS relativement à la modification de cette adresse.*

*Exemple :*

Dans le cadre de la création et de la mise à jour des contacts pour le suivi et la gestion de la Défense Extérieure contre l’Incendie et de l’accès à la base de données des PEI :

Nom du responsable : ............................... Fonction : ...................................................................

✆ Fixe........................................................... ✆ Portable.................................................................

Adresse mail : .................................................... @..................................................................................

Adresses messageries électroniques pour l’envoi automatique des alertes et des données via le logiciel

1) .........................................................................................@..................................................................

2) .........................................................................................@..................................................................

3) .........................................................................................@..................................................................

Les noms « utilisateurs » et « mot de passe » pour l’accès à la base de données des PEI restent inchangés conformément à la convention signée.

**ARTICLE 10- LA GESTION DES SITUATIONS DE CARENCE PROGRAMMEE DE DECI**

*A définir par le maire ou le président de l’E.P.C.I.*

*Décrire l'organisation décidée par l'autorité de police pour la prise en compte des situations de carence programmée de défense extérieure contre l'incendie, notamment à l'occasion de lavages de réservoirs par la mise en œuvre de mesures compensatoires (réserves d'eau mobiles, interconnexion des réseaux d'eau permettant en cas d’incendie, l'alimentation normale ou dégradée des points d’eau incendie impactés …).*

**ARTICLE 11 - MODALITES DE REALISATION DES CONTROLES TECHNIQUES**

*A définir par le maire ou le président de l’E.P.C.I.*

*Déterminer les modalités de réalisation des contrôles techniques périodiques conformément au chapitre 9.3.2 du règlement départemental de défense extérieure contre l’incendie.*

*Exemple :*

Dans le cadre des contrôles techniques de mesures (débit/pression) des PEI, il a été décidé la mise en place d’une vérification (plusieurs réponses possibles) dans la limite de 3 ans maximum conformément au RD DECI :

🞏 Annuelle

🞏 Tous les 2 ans

🞏 Tous les 3 ans

🞏 Par tiers

🞏 Par modélisation hydraulique

🞏Par échantillonnage

Les contrôles techniques seront réalisés conformément à la décision du conseil municipal ou intercommunal en date du jj/mm/aaaa de déléguer ces contrôles au prestataire de service …………………………………… ou de réaliser ces contrôles en régie.

**ARTICLE 10 - MODALITES DE MISE A JOUR DU PRESENT ARRETE**

La mise à jour du présent arrêté lorsqu’il y a aggravation des risques sur le territoire, devra faire l’objet de la procédure complète d’élaboration dudit arrêté.

La mise à jour du présent arrêté, pour la création ou la suppression d’un point d’eau incendie, entre dans les processus d’échanges d’informations entre le S.D.I.S. 62 et la collectivité. Cette mise à jour ne fait pas partie de la procédure complète d’élaboration de cet arrêté.

Ces modifications seront notifiées par l’autorité de police et/ou par la personne responsable du service public de DECI de la commune ou de l’EPCI à fiscalité propre conformément au paragraphe 7.1.3.2 du règlement départemental de défense extérieure contre l’incendie.

Fait à ………………………………………………… Le Maire,

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| TIMBRE DE LA COMMUNE ou de l’EPCI à fiscalité propre | **LISTE DES POINTS D’EAU INCENDIE** | | **COMMUNE DE** | …………………………………………………………………………………….. | |
| **Arrêté du** | ………../…………/………………. | **Numéro d’arrêté** : ………………………………….. | | |
|  | | | **Mise à jour le** | ………../…………/………………. |

ANNEXE 1 – arrêté D.E.C.I. / **LISTE DES POINTS D’EAU INCENIDE**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Numéro SDIS du PEI** | **Adresse** | **Nature P.E.I.**  *PI 65 ; PI 100 ; PI 2x100 ;*  *BI 100 ; CITERNE ; RESERVE ; NATUREL* | **Débit horaire** *(m3/h)*  **ou volume à** | | **Pression dynamique à** | | | **Pression statique** | **Statut**  *Public, privé, privé conventionné* | **Dispositif d’aspiration**  *(oui, non)* | **Nature du dispositif d’aspiration**  *Poteau ou bouche d’aspiration, puisard d’aspiration, trou d’homme citerne, cannes d’aspiration* |
| 1 bar | volume | 30m3/h | 60m3/h | 120m3/h |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Arrêté DECI - Page …. / ……

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| logo_sdis_rond.jpg | Sous-Direction Opérationnelle  Groupement Prévision des Risques  Service Gestion des Risques  Bureau Défense Extérieure Contre l’Incendie | **FICHE VERSIONNAGE** |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***Version*** | ***Date*** | ***Commentaire(s)*** |
| Version bêta | 01/01/2016 | Création |
| Version 1.0.0 | 20/02/2017 | Non validée |
| Version 1.0.1 | 01/09/2017 | Non validée |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |